

Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique, par le gouvernement du Québec. « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE », 1979, 525 p.

Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique, par le gouvernement du Québec. « SYNTHÈSE, ORIENTATIONS ET ACTIONS », 1979, 186 p.

Maurice Saint-Germain

Volume 56, numéro 1, janvier–mars 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/600896ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/600896ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Saint-Germain, M. (1980). Compte rendu de [*Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique*, par le gouvernement du Québec. « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE », 1979, 525 p. / *Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique*, par le gouvernement du Québec. « SYNTHÈSE, ORIENTATIONS ET ACTIONS », 1979, 186 p.] *L'Actualité économique*, 56(1), 136–137.
<https://doi.org/10.7202/600896ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1980

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

LES LIVRES

Bâtir le Québec, Énoncé de politique économique, par le gouvernement du Québec. « DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE », 1979, 525 pages ; « SYNTHÈSE, ORIENTATIONS ET ACTIONS », 1979, 186 pages.

Avec *Bâtir le Québec* nous disposons d'un document économique majeur sur les politiques économiques québécoises. Les gouvernements du Québec ne nous avaient pas habitués à de pareils diagnostics, à une définition du rôle des divers agents économiques, à une analyse de la situation de l'entreprise et des secteurs de l'économie, à un énoncé d'orientations et de moyens d'action. Le rapport gouvernemental est surtout inhabituel par son approche globale du développement économique qui lie ensemble l'économique et le culturel, l'économie et la population qui doit participer et prendre en charge la poursuite de ce développement ; on retrouve dans ce volumineux rapport l'essentiel de la dimension économique qui sous-tend le projet gouvernemental exprimé dans le livre blanc sur la souveraineté-association.

On peut faire des lectures, des approches différentes de ce rapport mais puisqu'il se présente en termes de développement global on peut essayer d'en résumer l'orientation à l'aide de concepts d'économie du développement. Disons que l'on y considère le Québec comme une économie industrialisée à haut niveau de vie mais trop extravertie, trop dépendante de centres de décisions extérieurs, ayant une structure trop peu intégrée (on parle de « dualité »), une économie à laquelle participe trop peu ou que contrôle trop peu sa population. Face à ce diagnostic on propose un développement davantage autocentré qui met l'accent sur un plus haut degré d'autosuffisance, une diversification quand elle paraît nécessaire, une plus grande transformation sur place de ressources naturelles en complétant autant que possible les filières de production, en étendant la propriété et le contrôle québécois autant que faire se peut.

Dans ce projet d'une certaine réappropriation de l'économie par sa population, le gouvernement fait feu de tout bois puisqu'il évoque tour à tour le rôle important ou privilégié que peuvent y jouer l'entreprise privée, les coopératives, l'État. Il est frappant de voir l'importance accordée dans ce rapport au secteur privé, au rôle de l'entreprise, par un gouvernement que la plupart estimaient très interventionniste et étatiste. Pour certains, c'est une remise en question du rôle de l'État qui aurait caractérisé l'économie de la révolution tranquille et la révélation des intérêts de classe de ce gouver-

nement. Sans doute, dans l'énoncé de politique économique on cède un peu, en apparence du moins, au goût du jour de remise en question de l'intervention gouvernementale quand on veut « repenser les orientations et les formules de contrôle des sociétés d'Etat » ou que l'on « entend soumettre les sociétés d'Etat à vocation industrielle ou commerciale aux règles de la concurrence et de la rentabilité ». Mais alors on oublie trop que le gouvernement a déjà fort à faire à consolider, quand ce n'est pas à étendre dans le cas de la Société nationale de l'Amiante, les sociétés d'Etat existantes et surtout que le gouvernement n'a en rien abandonné le rôle décisif de l'Etat puisque tout son projet s'appuie sur la récupération du fédéral de la totalité du pouvoir fiscal, et sur une cogestion des instruments monétaires et tarifaires qui lui échappent actuellement. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler une mise en veilleuse du rôle de l'Etat ; mais parallèlement le gouvernement a fait des coopératives un interlocuteur et un agent économique privilégié comme en ont témoigné les divers sommets économiques. Quant à l'entreprise privée, elle est considérée comme la première responsable d'un « développement suffisant et soutenu » et l'on insiste effectivement beaucoup tout au long du rapport sur son importance, sa « dynamisation », en particulier quand on s'arrête à l'amélioration de sa gestion, aux marchés, à l'innovation, à son financement. Sans doute quand on parle du « développement des initiatives privées et autochtones » pense-t-on davantage, aujourd'hui, aux petites et aux moyennes entreprises, sur lesquelles existe déjà un certain degré de contrôle francophone, qu'aux multinationales dans lesquelles on était plus confiant au cours des années soixante.

Dans son analyse sectorielle de l'économie québécoise, ce rapport distingue, d'une part, les secteurs qui reposent sur la mise en valeur des ressources naturelles et autres avantages comparatifs du Québec (tout le secteur primaire, l'énergie hydro-électrique, le tourisme, les biens d'équipement, les services d'experts-conseils, ...) et, d'autre part, les industries de base (sidérurgie, pétrochimie, chimie minérale, transports, information, ...) et les besoins d'adaptation des secteurs moins compétitifs (secteurs mous). L'ensemble des grandes orientations et des principaux moyens d'action proposés vise le court et le moyen terme. Les projets déjà réalisés dans plusieurs secteurs traduisent bien le sérieux de cet énoncé de politique économique qui se veut global et cohérent, mais qui dépend encore de changements si importants que bien des mesures envisagées risquent de rester des vœux pieux.

Ce document est en soi une synthèse d'une multitude d'études et de rapports préparés à l'occasion de mini-sommets sectoriels, de travaux sur le secteur de la distribution, d'analyses de l'impact des politiques fédérales au Québec, d'études sur la recherche et l'innovation, sur la prospective socio-économique du Québec... C'est un texte essentiel pour qui veut comprendre la situation et les possibilités économiques du Québec.

Maurice SAINT-GERMAIN,
Université d'Ottawa.